

DELIBERATION N° 2018-134

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 18 DECEMBRE 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu la délibération n°2018-54 du conseil d'administration de l'UNS du 22 mai 2018 portant désignation de deux membres usagers du conseil d'administration, Mmes Juliette MARTY et Marine MARTIN, pour siéger à la Commission de discipline du baccalauréat du Rectorat de Nice,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Considérant qu'à la demande du Rectorat de l'académie de Nice, le conseil doit désigner deux étudiant.e.s membres du CA pour siéger au sein de la commission de discipline du baccalauréat chargée de statuer sur les fraudes et tentatives de fraudes commises lors des épreuves de l'examen,

Considérant la démission de Mme Juliette MARTY notamment en sa qualité de membre de la Commission de discipline du baccalauréat du Rectorat de Nice,

Considérant l'unique candidature de Mme Emma FAYSSAT,

Entendu l'exposé de M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration,

DESIGNE Mme Emma FAYSSAT, représentant étudiante élue du CA, pour siéger à la commission de discipline du baccalauréat du Rectorat de Nice.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : **27**

Fait à Nice, le **18 DEC. 2018**

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2018-134

TRANSMISE AU RECTEUR : **21 DEC. 2018**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.